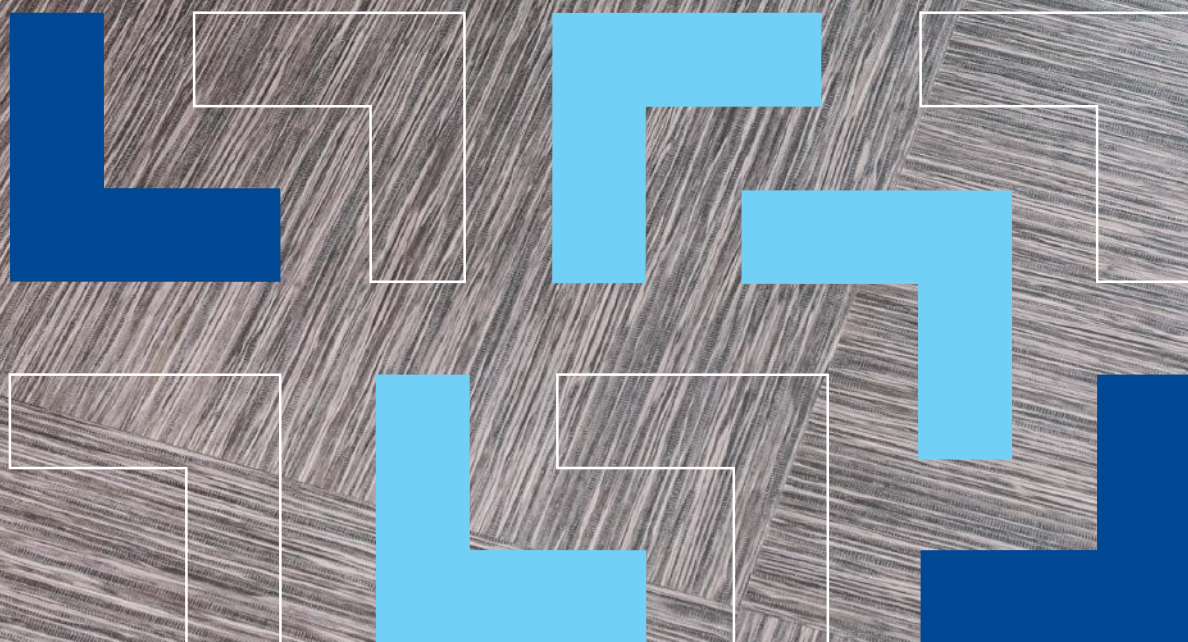


BROCHURE DE CONVOCATION

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
ET EXTRAORDINAIRE DE TARKETT**



VENDREDI 24 AVRIL 2015

À 9 H 30

**COM' SQUARE LA DÉFENSE - SALLE MIRO
57, ESPLANADE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX**



THE ULTIMATE FLOORING EXPERIENCE

SOMMAIRE

I.	MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	3
II.	MODALITÉS PRATIQUES.....	4
A.	Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale.....	4
B.	Modes de participation à l'Assemblée Générale	4
C.	Demande d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour	6
D.	Questions écrites.....	6
E.	Droit de communication des actionnaires	6
III.	COMPOSITION DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU 20 MARS 2015.....	7
IV.	EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ DE TARKETT PENDANT L'EXERCICE 2014	9
A.	Chiffres clés	9
B.	Chiffres d'affaires net et EBITDA ajusté par segment	9
C.	Bénéfice net part du Groupe (non ajusté)	11
D.	Structure de bilan.....	11
E.	Perspectives	11
F.	Compte de résultat consolidé	12
G.	État du résultat global consolidé.....	12
H.	État de la situation financière consolidée	13
I.	Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	14
J.	Tableau de variation des capitaux propres	15
V.	ORDRE DU JOUR	16
VI.	PROJETS DE RÉSOLUTIONS	17
VII.	RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 24 AVRIL 2015	22
VIII.	DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENT	25
IX.	COMMENT TROUVER LA SALLE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?	26

I. MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Cher Actionnaire,

J'ai le plaisir de vous convier à l'Assemblée Générale des actionnaires de Tarkett qui se tiendra le vendredi 24 avril 2015 à 9 heures 30 au 57, esplanade du Général de Gaulle – 92081 Paris La Défense, Com' Square (salle Miro) (Cf plan page 26).

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale et le détail des résolutions qui vous sont proposées figurent dans la présente brochure.

Nous serons appelés à approuver les comptes clos le 31 décembre 2014, le versement d'un dividende, la ratification du transfert du siège social de la Société, ainsi que le renouvellement et la nomination des membres du Conseil de surveillance.

La direction du Groupe vous fera un exposé sur la situation et l'évolution de nos affaires au cours de l'exercice écoulé, puis sera à votre disposition pour répondre à vos questions.

J'espère que vous pourrez participer en personne à notre Assemblée Générale, cependant, si vous en étiez empêché(e), nous vous invitons soit à utiliser le formulaire de vote par correspondance soit à donner pouvoir à un tiers ou au Président de l'Assemblée Générale, en suivant la procédure décrite dans la présente brochure.

Vous pourrez obtenir des informations complémentaires en consultant notre site internet www.tarkett.com, sur lequel sont mis en ligne l'essentiel des documents que nous tenons à votre disposition.

En outre, si vous le souhaitez, nous pouvons vous adresser, à nos frais, les renseignements énumérés à l'article R.225-88 du Code de commerce. Veuillez, pour ce faire, compléter le formulaire de demande d'envoi de documents et renseignements figurant en page 25 de la présente brochure.

Je vous remercie par avance pour votre participation et vous présente, Cher Actionnaire, l'expression de mes salutations distinguées.

Didier DECONINCK
Président du Conseil de surveillance

II. MODALITÉS PRATIQUES

A. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, les actionnaires peuvent participer à cette Assemblée Générale :

- soit en y assistant personnellement,
- soit en votant par correspondance,
- soit en donnant pouvoir, pour se faire représenter, au Président de l'Assemblée, à leur conjoint ou partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, à un autre actionnaire, ou à toute personne (physique ou morale) de leur choix dans les conditions prescrites par l'article L.225-106 du Code de commerce, ou encore sans indication de mandataire. Dans ce dernier cas, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Directoire et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Les actionnaires devront justifier de la propriété de leurs actions au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, à zéro heure, heure de Paris (soit le **22 avril 2015**, zéro heure, heure de Paris) :

Pour l'actionnaire au nominatif : Par l'inscription de ses actions sur les registres de la Société.

Pour l'actionnaire au porteur : Par l'inscription de ses actions dans son compte de titres au porteur tenu par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité. Cette inscription doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et annexée au formulaire unique de vote.

Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité au **22 avril 2015**, zéro heure, heure de Paris, dans les conditions rappelées ci-dessus, pourront participer à cette Assemblée Générale.

B. Modes de participation à l'Assemblée Générale

- **Les actionnaires désirant assister personnellement à cette Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission par voie postale de la façon suivante :**

Pour l'actionnaire au nominatif : demander une carte d'admission à Caceis Corporate Trust – 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy Les Moulineaux Cedex 9, ou se présenter le jour de l'Assemblée Générale directement au guichet spécialement prévu à cet effet, muni d'une pièce d'identité.

Pour l'actionnaire au porteur : demander à l'établissement teneur de son compte qu'une carte d'admission lui soit adressée.

- **Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette Assemblée Générale et souhaitant voter par correspondance ou par procuration dans les conditions légales et réglementaires, notamment celles prévues à l'article L.225-106 I du Code de commerce, pourront :**

Pour l'actionnaire au nominatif : Renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à Caceis Corporate Trust – 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy Les Moulineaux Cedex 9.

Pour l'actionnaire au porteur : Demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'établissement teneur de son compte ou par lettre adressée ou déposée au siège social de la Société ou adressée à Caceis Corporate Trust (adresse ci-dessus). Toute demande devra, pour être honorée, avoir été reçue par Caceis, ou au siège social de la Société, au plus tard six jours calendaires avant la date de réunion de cette Assemblée Générale, soit le **18 avril 2015**.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance, dûment remplis, datés et signés, et accompagnés de l'attestation de participation délivrée par l'établissement teneur de compte, devront être reçus par la Société, ou Caceis Corporate Trust, au plus tard trois jours calendaires avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit le **21 avril 2015**.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-85 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote à distance, demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation pour assister à l'Assemblée Générale, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale. Il peut toutefois céder tout ou partie de ses actions.

Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit avant le **22 avril 2015**, à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la

Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le **22 avril 2015** à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

Il n'est pas prévu de vote par visioconférence ou par des moyens de télécommunication et télétransmission pour cette Assemblée et, de ce fait, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

➤ Notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique. La désignation et la révocation du mandataire pourra ainsi être effectuée selon les modalités suivantes :

Pour les actionnaires au nominatif : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante ct-mandataires-assemblees@cecis.com en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant CACEIS Corporate Trust pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom et prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué.

Pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante ct-mandataires-assemblees@cecis.com en précisant leur nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier) à CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales Centralisées - 14, rue Rouget de Lisle – 92862 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex 9 (ou par fax au 01.49.08.05.82).

La désignation ou la révocation du mandataire exprimée par voie électronique, pour être valablement prise en compte, devra être effectuée au plus tard jeudi **23 avril 2015** à 15h00 (heure de Paris), dernier jour ouvré avant la date de l'Assemblée Générale.

IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci <input type="checkbox"/> la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - <i>Whichever option is used, shade box(es) like this, date and sign at the bottom of the form</i> A. <input type="checkbox"/> Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire. / <i>I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.</i> B. <input type="checkbox"/> J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / <i>I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.</i>																																																																																													
TARKETT Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 318.613.480 euros Siège Social : 1 Terrasse Bellini – Tour Initiale TSA 94200 92919 Paris La Défense Cedex 352 849 327 R.C.S. Nanterre		Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 24 avril 2015 à 9 heures 30 à Com' Square - salle Miro 57 esplanade du Général de Gaulle 92081 Paris la Défense Ordinary Annual and Extraordinary General Meeting on April 24, 2015 at 9:30 a.m at Com' Square - salle Miro 57 esplanade du Général de Gaulle 92081 Paris la Défense																																																																																											
CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY Identifiant - Account Nominatif / Registered Porteur / Bearer Nombre d'actions / Number of shares Nombre de voix - Number of voting rights Vote simple / Single vote Vote double / Double vote																																																																																													
<input type="checkbox"/> JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST Cf. au verso (2) - See reverse (2) Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci <input type="checkbox"/> la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens. <i>I vote YES at the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box - like this <input type="checkbox"/>, for which I vote NO or I abstain.</i> <table border="1"> <tr> <td>1</td><td>2</td><td>3</td><td>4</td><td>5</td><td>6</td><td>7</td><td>8</td><td>9</td> <td>Oui / Yes</td><td>Non/No</td><td>Abst/Abs</td> <td>Oui / Yes</td><td>Non/No</td><td>Abst/Abs</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> <td>A</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> <td>F</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>10</td><td>11</td><td>12</td><td>13</td><td>14</td><td>15</td><td>16</td><td>17</td><td>18</td> <td>B</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> <td>G</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>19</td><td>20</td><td>21</td><td>22</td><td>23</td><td>24</td><td>25</td><td>26</td><td>27</td> <td>C</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> <td>H</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>28</td><td>29</td><td>30</td><td>31</td><td>32</td><td>33</td><td>34</td><td>35</td><td>36</td> <td>D</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> <td>J</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>37</td><td>38</td><td>39</td><td>40</td><td>41</td><td>42</td><td>43</td><td>44</td><td>45</td> <td>E</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> <td>K</td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> </tr> </table>		1	2	3	4	5	6	7	8	9	Oui / Yes	Non/No	Abst/Abs	Oui / Yes	Non/No	Abst/Abs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	10	11	12	13	14	15	16	17	18	B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	G	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	19	20	21	22	23	24	25	26	27	C	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	H	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	28	29	30	31	32	33	34	35	36	D	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	J	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	37	38	39	40	41	42	43	44	45	E	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	K	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE Cf. au verso (3) <i>I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING</i> See reverse (3)	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	Oui / Yes	Non/No	Abst/Abs	Oui / Yes	Non/No	Abst/Abs																																																																															
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																																															
10	11	12	13	14	15	16	17	18	B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	G	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																																															
19	20	21	22	23	24	25	26	27	C	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	H	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																																															
28	29	30	31	32	33	34	35	36	D	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	J	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																																															
37	38	39	40	41	42	43	44	45	E	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	K	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																																															
<input type="checkbox"/> JE DONNE POUVOIR À : Cf. au verso (4) <i>I HEREBY APPOINT:</i> See reverse (4) M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name Adresse / Address		ATTENTION : s'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque. CAUTION : If it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank. Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement). Cf. au verso (1) Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary). See reverse (1)																																																																																											
Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting - Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf..... - Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (is equivalent to vote NO). - Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M. Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom / I appoint [see reverse (4)] Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf..... Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard : In order to be considered, this completed form must be returned at the latest: sur 1 ^{ère} convocation / on 1st notification 21 avril 2015 / April 21 st 2015 à la banque / to the bank à la société / to the company																																																																																													

C. Demande d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la fraction du capital prévu par les dispositions légales et réglementaires peuvent requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions dans les conditions des articles L.225-105, R.225-71 et R.225-73 du Code de commerce. Les demandes doivent être envoyées à Tarkett, Amandine Cogneville, Responsable Corporate, 1 Terrasse Bellini - Tour Initiale - TSA 94200 - 92919 Paris la Défense Cedex, par lettre recommandée avec avis de réception, jusqu'à vingt-cinq jours avant la date de l'Assemblée Générale, soit au plus tard **le 30 mars 2015**.

Les demandes doivent être motivées et accompagnées d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la détention ou de la représentation par les auteurs de la demande, de la fraction du capital exigée par l'article R.225-71 du Code de commerce susvisé. La demande d'inscription de projets de résolutions devra, en outre, être accompagnée du texte des projets de résolutions, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Si un projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil de surveillance, il doit être accompagné des renseignements prévus au 5° de l'article R.225-83 du Code de commerce.

L'examen par l'Assemblée Générale des points ou de projets de résolutions, déposés par les actionnaires dans les conditions légales et réglementaires, est subordonné à la transmission, par les auteurs, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable de leurs titres dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale à zéro heure, heure de Paris (soit **au 22 avril 2015**, zéro heure, heure de Paris).

Le texte des projets de résolutions présentés par les actionnaires de la Société sera publié sans délai sur le site internet de la Société (<http://www.tarkett.com>).

D. Questions écrites

Conformément à l'article R.225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites doit, à compter de la publication de l'avis de convocation de l'Assemblée Générale et au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le **20 avril 2015**, adresser ses questions à Tarkett, Monsieur le Président du Directoire, 1 Terrasse Bellini - Tour Initiale - TSA 94200 - 92919 Paris la Défense Cedex, par lettre recommandée avec avis de réception ou par voie de télécommunication à électronique à l'adresse suivante actionnaires@tarkett.com. Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

E. Droit de communication des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des Assemblées Générales seront disponibles dans les délais légaux, au siège social de la Société, auprès de Amandine Cogneville - Responsable Corporate - 1 Terrasse Bellini - Tour Initiale - 92919 Paris la Défense ou sur simple demande adressée à Caceis Corporate Trust.

Tous les documents et informations visés à l'article R.225-73-1 du Code de commerce destinés à être présentés à l'Assemblée Générale seront mis à la disposition des actionnaires sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : <http://www.tarkett.com>, à compter du vingt-et-unième jour précédant cette Assemblée Générale, soit **le 3 avril 2015**.

III. COMPOSITION DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU 20 MARS 2015¹

Directoire	Mandats et fonctions	Année de l'assemblée annuelle au cours de laquelle le mandat prend fin
M. Michel Giannuzzi	Président du Directoire	2016
M. Fabrice Barthélemy	Membre du Directoire Directeur Financier	2016
M. Vincent Lecerf	Membre du Directoire Directeur des Ressources Humaines	2016

Conseil de surveillance	Mandats et fonctions	Année de l'assemblée annuelle au cours de laquelle le mandat prend fin
M. Didier Deconinck	Président du Conseil de surveillance	2018
M. Jacques Garaïalde	Vice-Président du Conseil de surveillance Membre du Comité des nominations et des rémunérations	2017
Mme Sonia Bonnet-Bernard	Membre indépendant du Conseil de surveillance Président et membre indépendant du Comité d'audit	2017
M. Gérard Buffière	Membre indépendant du Conseil de surveillance Président et membre indépendant du Comité des nominations et des rémunérations	2015
M. Bernard-André Deconinck	Membre du Conseil de surveillance	2016
M. Eric Deconinck	Membre du Conseil de surveillance	2016
M. Jean-Philippe Delsol	Membre du Conseil de surveillance	2015
Mme Françoise Leroy	Membre indépendant du Conseil de surveillance Membre indépendant du Comité d'audit Membre indépendant du Comité des nominations et des rémunérations	2015
M. Josselin de Roquemaurel	Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité d'audit	2017
M. Julien Deconinck	Censeur du Conseil de surveillance	2018
M. Eric La Bonnardière	Censeur du Conseil de surveillance	2017

¹ Date de la publication au BALO de l'avis préalable à l'assemblée générale ordinaire annuelle

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de :

- Renouveler le mandat de Madame Françoise Leroy en sa qualité de membre du Conseil de surveillance, pour une durée de quatre (4) années,
- Renouveler le mandat de Monsieur Gérard Buffière en sa qualité de membre du Conseil de surveillance, pour une durée de quatre (4) années,
- Nommer Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil de surveillance en remplacement de Monsieur Jean-Philippe Delsol, membre du Conseil démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer, en 2018, sur les compte de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- Nommer Monsieur Nicolas Deconinck, en qualité de censeur au Conseil de surveillance en remplacement de Monsieur Eric La Bonnardière démissionnaire, sous condition suspensive de la nomination de ce dernier en qualité de membre du Conseil de surveillance, pour la durée du mandat de son prédécesseur soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer, en 2018, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Leur biographie vous est présentée dans le rapport du Directoire ci-après.

IV. EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ DE TARKETT PENDANT L'EXERCICE 2014

A. Chiffres clés

Le **chiffre d'affaires** s'est établi à **2 414 millions d'euros** en 2014, en baisse de -4,1% vs. 2013.

Le Groupe a affiché une **baisse organique de -2,3%**, excluant la contribution des acquisitions (+0,5%) et les variations des taux de change qui ont pesé négativement (-2,3% soit -58 millions d'euros, dont -42 millions d'euros d'effet de décalage des hausses des prix de vente en Russie). Tandis que le segment Sports poursuit son amélioration et que les tendances en EMEA restent saines, cette baisse organique des ventes reflète la contraction des volumes dans les pays de la CEI et une activité résidentielle en retrait aux Etats-Unis.

L'**EBITDA ajusté** s'est élevé à 275 millions d'euros vs. 310 millions d'euros en 2013. La **marge d'EBITDA ajusté** recule à **11,4%** (soit une baisse de 90 pbs vs. 2013 dont 50 pbs sont imputables à la dévaluation du rouble au T4 2014). Tarkett a réagi en augmentant les prix de vente en Russie de 15% à 20% (en fonction des produits) en janvier 2015. La marge d'EBITDA ajusté a également été pénalisée par les coûts de démarrage de la nouvelle ligne de dalles vinyle VCT de l'usine de Florence (Alabama).

L'acquisition de **Desso** (208 millions d'euros de ventes en 2014), un leader européen dans les dalles de moquette commerciale en Europe, a été finalisée le 31 décembre 2014. Elle s'inscrit dans la stratégie d'acquisitions sélectives et créatrices de valeur définie par Tarkett.

Le **résultat net part du Groupe** s'est inscrit à **61 millions d'euros**, après **98 millions d'euros** en 2013.

En millions d'euros	2014	2013
Chiffre d'affaires net	2 414,4	2 516,4
Variation (en %)	-4,1%	
Dont croissance organique ⁽¹⁾	-2,3%	
EBITDA ajusté ⁽²⁾	275,0	310,0
% du chiffre d'affaires net	11,4%	12,3%
Résultat net part du Groupe (non ajusté)	61,2	97,6
% du chiffre d'affaires net	2,5%	3,9%
Cash-Flow Opérationnel ⁽³⁾	172,4	192,4
Endettement net / EBITDA ajusté ⁽²⁾ pro-forma de Desso en 2014	2,0 x	1,4 x
Dividende par action	0,38 €	0,62 €
% du Résultat net part du Groupe	40%	40%

B. Chiffres d'affaires net et EBITDA ajusté par segment

En millions d'euros	2014	2013	% variation	dont organique ⁽¹⁾
EMEA				
Chiffre d'affaires net	681,3	669,6	+1,7%	+1,2%
EBITDA ajusté ⁽²⁾	77,0	71,3		
% du chiffre d'affaires net	11,3%	10,6%		
Amérique du Nord				
Chiffre d'affaires net	658,0	673,6	-2,3%	-2,1%
EBITDA ajusté ⁽²⁾	63,8	74,0		
% du chiffre d'affaires net	9,7%	11,0%		
CEI, APAC & Amérique latine				
Chiffre d'affaires net	771,1	887,5	-13,1%	-7,8%
EBITDA ajusté ⁽²⁾	146,0	190,1		
% du chiffre d'affaires net	18,9%	21,4%		
Sport				
Chiffre d'affaires net	304,0	285,8	+6,4%	+6,2%

EBITDA ajusté ⁽²⁾	26,7	15,0		
% du chiffre d'affaires net	8,8%	5,2%		
Coûts centraux non alloués par segment				
EBITDA ajusté ⁽²⁾	-38,5	-40,3		

- (1) Croissance organique : à périmètre et à taux de change constants (A noter : dans la CEI, les augmentations de prix destinées à compenser les fluctuations des devises ne sont pas incluses dans la croissance organique. **Celle-ci reflète donc seulement les effets volume et mix**).
- (2) EBITDA ajusté : les ajustements comprennent les dépenses liées aux restructurations, aux acquisitions et certains autres éléments non-récurrents.
- (3) Cash-flow opérationnel après déduction des dépenses d'investissements courants.

➤ **Europe, Moyen-Orient, Afrique (EMEA)**

Dans la zone EMEA, Tarkett a enregistré une croissance organique de +1,2%, avec toutefois de fortes disparités d'un pays à l'autre. La Scandinavie a affiché une solide performance en 2014 (à l'exception de la Finlande, en retrait au deuxième semestre). L'Allemagne et la Pologne ont fait preuve d'une belle résistance. La forte dynamique observée en Italie et en Espagne s'est confirmée. La France reste en recul, affectée par le repli des marchés de la construction et de la rénovation. Les prix de vente ont légèrement augmenté dans la région grâce au lancement de produits très innovants (sans phtalate).

La marge d'EBITDA ajusté s'est améliorée à 11,3% contre 10,6% en 2013, soutenue par une bonne gestion des coûts et des actions de productivité.

En avril 2014, Tarkett a fait l'acquisition de Gamrat Flooring en Pologne, avec des ventes de près de 20 millions d'euros en 2013, renforçant ainsi ses activités de revêtements de sol vinyle en Europe centrale.

Le 31 décembre 2014, Tarkett a fait l'acquisition de Desso, marque reconnue pour ses moquettes commerciales et ses terrains sportifs en Europe. Cette acquisition élargit le portefeuille de produits du Groupe en ajoutant la catégorie de moquettes et dalles de moquettes à forte valeur ajoutée pour ses clients européens. Desso a réalisé 208 millions d'euros de ventes en 2014, dont 90% seront intégrés au segment EMEA et 10% au segment Sports dès 2015.

➤ **Amérique du Nord**

En Amérique du Nord, les ventes se sont repliées de -2,1% à données comparables, sous l'impact d'une faible performance de l'activité résidentielle tout au long de l'année. L'activité commerciale affiche quant à elle une légère progression de ses ventes sur l'année, retrouvant le chemin de la croissance au quatrième trimestre après la contraction du troisième trimestre, à la faveur d'une bonne dynamique dans la LVT (dalles vinyle haut de gamme).

La marge d'EBITDA ajusté recule et s'établit à 9,7% contre 11,0% en 2013, en raison de la détérioration de la marge de l'activité résidentielle ainsi que des coûts temporaires liés à la montée en charge de la nouvelle ligne de dalles vinyle VCT de l'usine de Florence (Alabama), suite au transfert de production depuis Houston (Texas) en juillet 2014.

➤ **CEI, APAC & Amérique latine**

Le segment CEI, APAC & Amérique latine affiche une baisse organique de ses ventes de -7,8% (reflétant uniquement les volumes et le mix). Après une stabilisation des conditions de marché en Russie et en Ukraine au troisième trimestre, la forte dévaluation du rouble du quatrième trimestre (qui s'est accélérée mi-décembre) a généré une importante volatilité. Cette situation a conduit à une amélioration temporaire des volumes au quatrième trimestre, les consommateurs locaux anticipant les prochaines hausses de prix. En Ukraine, les volumes ont fortement chuté en 2014 (perdant près de 50% par rapport à 2013), l'activité dans la partie est du pays étant presque à l'arrêt depuis le second trimestre de l'année.

En Asie Pacifique, les ventes se sont légèrement érodées à données comparables, pénalisées par une faible demande et des pressions sur les prix en Australie, et par un recul des ventes dans l'activité bureaux en Chine. Dans un environnement économique s'affaiblissant, l'Amérique latine a affiché une bonne croissance organique à la faveur de la poursuite du développement des ventes de LVT (dalles vinyle haut de gamme), ainsi que d'une politique de hausse de prix sélective.

Bien qu'en baisse de 250 pbs, la marge d'EBITDA ajusté du segment s'établit à un niveau satisfaisant de 18,9% (après 21,4% en 2013). La marge d'EBITDA ajusté a été protégée sur les 9 premiers mois de l'année grâce à l'augmentation de prix mise en place au premier semestre en Russie ainsi qu'à l'ajustement de la structure de coûts. Le repli de la marge résulte donc principalement de la chute du rouble du quatrième trimestre de l'année qui a donné lieu à un « effet retard » des devises de -16 millions d'euros sur l'EBITDA ajusté sur le seul quatrième trimestre (impact net de la dévaluation des devises atténué par les hausses de prix). Le Groupe a donc décidé d'augmenter les prix de vente en Russie en janvier 2015 de 15% à 20% en fonction des produits.

De plus, les mesures de réduction des coûts mises en place en 2014 dans les pays de la CEI continuent à être déployées en 2015 et les capacités de production sont adaptées de manière continue à l'évolution de l'activité. Des actions de restructuration spécifiques ont par ailleurs été menées en Russie et en Ukraine.

En Asie Pacifique, Tarkett a fait l'acquisition en mai 2014 de la participation minoritaire de 30% dans la filiale du Groupe qui commercialise ses produits en Chine ainsi que d'un outil industriel dédié à la production de revêtements de sol vinyle, sur un site à proximité de Pékin.

➤ **Sports**

Le segment Sports confirme sa progression, les ventes s'améliorant de +6,2% à données comparables sur l'année 2014, à la faveur d'une poursuite de la croissance du gazon artificiel en Amérique du Nord, ainsi que de bonnes tendances en Europe malgré certaines disparités d'un pays à l'autre.

La marge d'EBITDA ajusté s'améliore et atteint 8,8% contre 5,2% du chiffre d'affaires en 2013, portée par la croissance des volumes et la résolution de certains litiges au premier semestre 2014.

En novembre 2014, Tarkett a fait l'acquisition de Renner Sport Surfaces, un expert reconnu dans les pistes d'athlétisme et terrains de tennis aux Etats-Unis, renforçant ainsi sa position de leader en Amérique du Nord. Renner Sport Surfaces a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires d'environ 12 millions de dollars.

Desso Sports contribuera aux résultats du segment à partir de 2015 et apportera une nouvelle technologie reconnue de pelouse hybride.

C. Bénéfice net part du Groupe (non ajusté)

Le résultat net part du Groupe s'est replié à 61 millions d'euros, contre de 98 millions d'euros en 2013.

D. Structure de bilan

Le cash-flow opérationnel a atteint 172 millions d'euros, contre 192 millions d'euros en 2013. Cette solide génération de trésorerie, en dépit d'un retrait des résultats, a été rendue possible par une gestion efficace de la trésorerie, une stricte discipline concernant le besoin en fonds de roulement opérationnel et une légère baisse des dépenses d'investissement (baisse de 10 millions d'euros) à 3,2% du chiffre d'affaires.

L'endettement net s'est établi à 595 millions d'euros, soit 2,0 x l'EBITDA ajusté 2014 pro-forma de l'acquisition de Desso. Cette augmentation est liée aux acquisitions réalisées pendant l'année, particulièrement Desso pour 154 millions d'euros.

À l'Assemblée Générale des actionnaires le 24 avril 2015, le Directoire de Tarkett proposera un dividende de 0,38 euro par action, ce qui représente 40% du résultat net part du Groupe. Cette proposition est en ligne avec les objectifs moyen terme du Groupe.

E. Perspectives

Bien que l'environnement économique en Russie s'annonce pour le moment incertain, Tarkett devrait toutefois bénéficier de l'affaiblissement de l'euro ainsi que de l'érosion du prix de certaines matières premières.

Dans ce contexte, Tarkett continuera à mettre en œuvre sa stratégie de croissance durable et profitable, complétée par une politique sélective d'acquisitions tout en maintenant une forte discipline en matière de gestion de trésorerie et de coûts.

F. Compte de résultat consolidé

	Note	31 Déc 2014	31 Déc 2013 retraité *
Chiffre d'affaires net		2,414.4	2,516.4
Coût de revient des ventes		(1,842.8)	(1,892.8)
Marge brute		571.6	623.7
Autres produits opérationnels	(6)	7.2	8.9
Frais commerciaux		(249.4)	(248.8)
Frais de recherche et de développement		(26.0)	(25.8)
Frais généraux et administratifs		(151.9)	(162.3)
Autres charges opérationnelles	(6)	(14.9)	(14.8)
Résultat d'exploitation	(4)	136.6	180.9
Produits financiers		1.8	1.6
Charges financières		(32.8)	(33.0)
Résultat financier	(7)	(31.0)	(31.4)
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence (net d'impôt)		(1.7)	(1.4)
Résultat avant impôt		103.9	148.2
Impôt sur le résultat	(8)	(40.7)	(49.3)
Résultat net des activités poursuivies		63.2	98.8
Bénéfice (perte) réalisé sur les activités abandonnées (net d'impôt)		-	-
Résultat net de la période		63.2	98.8
Attribuable aux:			
Actionnaires de la Société mère		61.2	97.6
Participations ne donnant pas le contrôle		2.0	1.2
Résultat net de la période		63.2	98.8
Résultat par action :			
Résultat de base par action (en euros)	(15)	0.96	1.58
Résultat dilué par action (en euros)	(15)	0.96	1.56

*Les périodes comparatives ont été retraitées de façon rétrospective suivant l'application d'IAS 12.41 (Cf. Note 2.5.22)

G. État du résultat global consolidé

	31 Déc 2014	31 Déc 2013 retraité *
Résultat net de la période	63.2	98.8
Autres éléments du résultat global		
Écarts de conversion résultant des activités à l'étranger	55.7	(31.0)
Variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(0.5)	6.4
Charge d'impôt	0.2	(2.2)
Autres éléments du résultat global ultérieurement reclassés au résultat	55.4	(26.8)
Gains et pertes actuariels sur les engagements de retraites et assimilés	(29.7)	17.1
Charge d'impôt	4.8	(5.0)
Autres éléments du résultat global non reclassés au résultat	(24.9)	12.1
Autres éléments de résultat global de la période, nets d'impôt	30.5	(14.7)
Total du résultat global de la période	93.7	84.2
Attribuable aux:		
Actionnaires de la Société mère	91.2	83.5
Participations ne donnant pas le contrôle	2.5	0.7
Total du résultat global de la période	93.7	84.2

*Les périodes comparatives ont été retraitées de façon rétrospective suivant l'application d'IAS 12.41 (Cf. Note 2.5.22)

H. État de la situation financière consolidée

	Note	31 Déc 2014	31 Déc 2013 retraité *
ACTIFS			
Écart d'acquisition (goodwill)	(9)	532.6	425.6
Immobilisations incorporelles	(10)	115.8	110.9
Immobilisations corporelles	(10)	502.1	415.4
Autres actifs financiers	(10)	28.8	27.5
Impôts différés actifs	(20)	109.3	82.6
Autres actifs immobilisés	(13)	0.5	0.2
Total des actifs non courants		1,289.1	1,062.2
Stocks	(11)	348.2	318.6
Clients et comptes rattachés	(12)	312.0	279.7
Autres créances	(13)	72.9	59.2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(16)	135.1	96.7
Total des actifs courants		868.2	754.2
TOTAL DES ACTIFS		2,157.3	1,816.4

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capital social	(14)	318.6	318.6
Primes et réserves consolidées		145.8	145.6
Report à nouveau		194.9	118.2
Résultat de la période (part du groupe)		61.3	97.6
Capitaux propres (part du groupe)		720.6	680.1
Participations ne donnant pas le contrôle		5.2	6.1
Total des capitaux propres		725.8	686.2
Dettes financières	(16)	690.4	501.3
Autres dettes financières	(17)	3.8	4.7
Impôts différés passifs	(20)	36.5	10.8
Provisions pour retraites et assimilés	(22)	155.4	122.3
Autres provisions long terme	(21)	44.6	41.2
Total des passifs non courants		930.7	680.2
Fournisseurs et comptes rattachés	(18)	224.4	219.8
Autres dettes	(19)	180.4	167.0
Dettes financières et découverts bancaires	(16)	40.2	24.4
Autres dettes financières	(17)	5.3	5.0
Autres provisions court terme	(21)	50.5	33.7
Total des passifs courants		500.8	450.0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		2,157.3	1,816.4

*Les périodes comparatives ont été retraitées de façon rétrospective suivant l'application d'IAS 12.41 (Cf. Note 2.5.22)

I. Tableau des flux de trésorerie consolidés

	Note	31 Déc 2014	31 Déc 2013 retraité *
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat de la période avant impôt		103.9	148.2
Ajustements pour:			
Amortissements et pertes de valeur		100.8	105.5
(Bénéfice) / Perte sur cessions d'immobilisations		(0.8)	(0.3)
Frais financiers nets		31.0	31.4
Variation des provisions et autres éléments n'impactant pas la trésorerie		3.1	10.4
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence (nette d'impôt)		1.7	1.4
Flux de trésorerie opérationnels avant variation du fonds de roulement		239.7	296.4
Variation positive (-) / négative (+) des clients et comptes rattachés		10.9	-
Variation positive (-) / négative (+) des autres créances		(4.3)	2.4
Variation positive (-) / négative (+) des stocks		19.5	2.0
Variation positive (+) / négative (-) des fournisseurs et comptes rattachés		(19.7)	(21.4)
Variation positive (+) / négative (-) des autres dettes		3.9	0.7
Variation du fonds de roulement		10.3	(16.3)
Trésorerie liée à l'exploitation		250.0	280.2
Intérêts (nets) payés		(23.2)	(25.6)
Impôts (nets) payés		(48.4)	(47.8)
Divers		0.2	(1.2)
Autres éléments opérationnels		(71.4)	(74.5)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		178.6	205.6
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement			
Acquisitions de filiales, nette de la trésorerie acquise	(3)	(176.7)	(3.5)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(10)	(87.7)	(100.5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	(10)	1.5	0.9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(262.9)	(103.1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement			
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		(15.9)	(4.4)
Souscription d'emprunts		278.0	504.0
Remboursement des prêts et emprunts		(103.6)	(496.3)
Remboursement du principal (loyers de crédit-bail)		0.1	(0.4)
Cessions d'actions d'autocontrôle		-	38.1
Dividendes versés		(39.4)	(124.8)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		119.2	(83.8)
VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE		34.9	18.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie, début de période		96.7	81.4
Impact des variations de taux de change sur les liquidités détenues		3.5	(3.2)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, FIN DE PÉRIODE		135.1	96.7

*Les périodes comparatives ont été retraitées de façon rétrospective suivant l'application d'IAS 12.41 (Cf. Note 2.5.22)

J. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital social	Primes d'émissions et réserves	Réserves de conversion	Réserves	Total des capitaux propres (part du Groupe)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1er Janvier 2013 - retraité *	316.1	138.8	(71.8)	300.3	683.4	10.1	693.7
Résultat net de la période	-	-	-	97.6	97.6	1.2	98.8
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	-	-	(30.5)	16.4	(14.2)	(0.5)	(14.7)
Total du résultat global de la période	-	-	(30.5)	114.0	83.5	0.7	84.2
Dividendes versés	-	-	-	(124.8)	(124.8)	-	(124.8)
Actions propres (acquises) / cédées	-	-	-	38.1	38.1	-	38.1
Paievements en actions	-	-	-	6.2	6.2	-	6.2
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(0.5)	(0.5)	(4.8)	(5.3)
Émission d'actions ordinaires	2.5	6.8	-	(5.6)	3.6	-	3.6
Divers	-	-	-	(9.5)	(9.5)	-	(9.5)
Total des opérations réalisées avec les actionnaires	2.5	6.8	-	(96.1)	(86.8)	(4.8)	(91.6)
Au 31 Décembre 2013 - retraité *	318.6	145.6	(102.3)	318.2	680.1	6.1	686.2
Au 1er Janvier 2014	318.6	145.6	(102.3)	318.2	680.1	6.1	686.2
Résultat net de la période	-	-	-	61.2	61.2	2.0	63.2
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	-	-	55.2	(25.2)	30.0	0.5	30.5
Total du résultat global de la période	-	-	55.2	36.0	91.2	2.5	93.7
Dividendes versés	-	-	-	(39.4)	(39.4)	-	(39.4)
Actions propres (acquises) / cédées	-	-	-	(1.4)	(1.4)	-	(1.4)
Paievements en actions	-	-	-	2.8	2.8	-	2.8
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(11.2)	(11.2)	(3.4)	(14.6)
Divers	-	0.2	-	(1.7)	(1.5)	-	(1.5)
Total des opérations réalisées avec les actionnaires	-	0.2	-	(50.9)	(50.7)	(3.4)	(54.1)
Au 31 Décembre 2014	318.6	145.8	(47.1)	303.3	720.6	5.2	725.8

*Les périodes comparatives ont été retraitées de façon rétrospective suivant l'application d'IAS 12.41 (Cf. Note 2.5.22)

V. ORDRE DU JOUR

1^{ère} résolution :

Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;

2^{ème} résolution :

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;

3^{ème} résolution :

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et détermination du montant du dividende ;

4^{ème} résolution : Approbation de conventions et engagements visés aux articles L.225-86 et suivants du Code de commerce ;

5^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à Monsieur Michel Giannuzzi en sa qualité de Président du Directoire ;

6^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à Monsieur Fabrice Barthélemy en sa qualité de membre du Directoire ;

7^{ème} résolution :

Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à Monsieur Vincent Lecerf en sa qualité de membre du Directoire ;

8^{ème} résolution :

Renouvellement du mandat de Madame Françoise Leroy en sa qualité de membre du Conseil de surveillance ;

9^{ème} résolution :

Renouvellement du mandat de Monsieur Gérard Buffière en sa qualité de membre du Conseil de surveillance ;

10^{ème} résolution :

Nomination de Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil de surveillance en remplacement de Monsieur Jean-Philippe Delsol démissionnaire ;

11^{ème} résolution :

Nomination de Monsieur Nicolas Deconinck en qualité de censeur en remplacement de Monsieur Eric La Bonnardière démissionnaire ;

12^{ème} résolution :

Ratification du transfert du siège social de la Société ;

13^{ème} résolution :

Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;

14^{ème} résolution :

Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres ;

À titre extraordinaire

15^{ème} résolution :

Délégation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues ;

À titre ordinaire

16^{ème} résolution :

Pouvoirs pour les formalités.

VI. PROJETS DE RÉSOLUTIONS

Première résolution

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2014)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise (i) du rapport du Président du Conseil de surveillance, (ii) du rapport du Directoire, (iii) du rapport du Conseil de surveillance, et (iv) du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014, **approuve** les comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2014 tels qu'ils lui ont été présentés et comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, desquels il résulte un bénéfice net comptable d'un montant de 111 147 117 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application des dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale **prend acte** également du fait que le montant global des dépenses et des charges visées à l'article 39-4 du Code général des

impôts s'est élevé à 42 481 euros au cours de l'exercice écoulé.

Deuxième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise (i) du rapport du Président du Conseil de surveillance, (ii) du rapport du Directoire, (iii) du rapport du Conseil de surveillance, et (iv) du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014, **approuve** les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2014 tels qu'ils lui ont été présentés, comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe desquels il résulte un bénéfice net part du Groupe d'un montant de 61 175 000 d'euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014 et détermination du montant du dividende)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, constatant que les comptes de l'exercice clos au

31 décembre 2014, présente un bénéfice net de 111.147.117 euros, **décide**, sur la proposition du Directoire, d'affecter et de répartir le bénéfice distribuable ainsi qu'il suit :

Montant distribuable au titre de 2014	
Bénéfice de l'exercice	111.147.117 euros
Report à nouveau antérieur	636.179.695 euros
Total	747.326.812 euros
Affectation du bénéfice distribuable	
Dividende par actions de 0,38 euro correspondant à un montant total de ⁽¹⁾	24.144.942 euros
Solde affecté en totalité au compte report à nouveau	723.181.870 euros

(1) Le montant total de la distribution visée ci-dessus est calculé sur le fondement du nombre d'actions ouvrant droit à dividende au 31 décembre 2014, soit 63.539.320 actions et pourra varier si le nombre d'actions ouvrant droit à dividende évolue entre le 1er janvier 2015 et la date de détachement du dividende, en fonction notamment du nombre d'actions auto-détenues ainsi que des attributions définitives d'actions gratuites (si le bénéficiaire a droit au dividende conformément aux dispositions des plans concernés).

En conséquence, elle fixe à 0,38 euro par action le dividende afférent à l'exercice clos le 31 décembre 2014 et attaché à chacune des actions y ouvrant droit.

Directoire pour ajuster, le cas échéant, le montant définitif de la distribution effective et le montant définitif du report à nouveau.

L'Assemblée Générale **précise** que la Société ne percevra pas de dividende au titre des actions qu'elle détiendrait en propre à la date de mise en paiement. Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au compte « Report à nouveau ». En conséquence, l'Assemblée Générale donne mandat au

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que ce dividende est éligible, lorsqu'il est versé à des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu par le 2° du 3. de l'article 158 du même Code. Par ailleurs, il est rappelé que depuis le 1^{er} juillet 2012 le montant des prélèvements sociaux sur les distributions de dividendes est porté à 15,5%.

	Année de mise en distribution		
	2014	2013 ⁽³⁾	2012
Dividende total (en millions d'euros)	39,5 ⁽¹⁾	124,80 ^{(1) (2)}	0 ^{(1) (2)}
Dividende net par action (en euros)	0,62	2,00 ⁽³⁾	0

⁽¹⁾ Les montants présentés dans le tableau représentent le montant total de dividendes après déduction des actions d'autocontrôle détenues par Tarkett GDL et d'autodétention détenues par la Société.

⁽²⁾ Le montant total de dividendes s'est élevé à 130,0 millions d'euros. Le montant présenté dans le tableau représente le montant total après déduction de la part de dividendes versés à Partholdi, société fusionnée dans la société Tarkett en novembre 2013.

⁽³⁾ Le dividende net par action prend en considération la division par quatre (4) du nominal dans le cadre de la réorganisation préalable à l'introduction en bourse de la Société survenue le 21 novembre 2013, qui a eu pour effet de multiplier par quatre le nombre d'actions ordinaires existantes de la Société.

Le dividende sera détaché de l'action à l'issue de la journée comptable du 3 juillet 2015. Le dividende sera mis en paiement à compter du 8 juillet 2015.

Quatrième résolution

(Approbation de conventions et engagements visés aux articles L.225-86 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements soumis aux dispositions des articles L.225-86 et suivants du Code de commerce, **approuve**, conformément à l'article L.225-88 du Code de commerce, ce rapport dans toutes ses dispositions ainsi que les conventions conclues ou qui se sont continuées au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2014 préalablement autorisées par le Conseil de surveillance de la Société.

Cinquième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Michel Giannuzzi en sa qualité de Président du Directoire)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis favorable** sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Michel Giannuzzi tels que figurant dans le document de référence 2014.

Sixième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Fabrice Barthélemy en sa qualité de membre du Directoire)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis favorable** sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Fabrice Barthélemy tels que figurant dans le document de référence 2014.

Septième résolution

(Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Vincent Lecerf en sa qualité de membres du Directoire)

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, **émet un avis favorable** sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Monsieur Vincent Lecerf tels que figurant dans le document de référence 2014.

Huitième résolution

(Renouvellement du mandat de Madame Françoise Leroy en sa qualité de membre du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et constatant que le mandat de Madame Françoise Leroy arrive à échéance, **décide** de renouveler le mandat de Madame Françoise Leroy en qualité de membre du Conseil de surveillance pour une durée de quatre (4) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2019, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Madame Françoise Leroy a fait savoir qu'elle accepterait, par avance, le renouvellement de son mandat au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Neuvième résolution

(Renouvellement du mandat de Monsieur Gérard Buffière en sa qualité de membre du Conseil de surveillance)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et constatant que le mandat de Monsieur Gérard Buffière arrive à échéance, **décide** de renouveler le mandat de Monsieur Gérard Buffière en qualité de membre du Conseil de surveillance pour une durée de quatre (4) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2019, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Monsieur Gérard Buffière a fait savoir qu'il accepterait, par avance, le renouvellement de son mandat au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'il n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Dixième résolution

(Nomination de Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil de surveillance en remplacement de Monsieur Jean-Philippe Delsol démissionnaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, de la lettre de démission de ses fonctions de membre du Conseil de surveillance remise par Monsieur Jean-Philippe Delsol et de la lettre de démission de ses fonctions de censeur de Monsieur Eric La Bonnardière sous condition suspensive de sa nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance, **décide** de nommer Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil de surveillance pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2018, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Monsieur Eric La Bonnardière a fait savoir par avance, dans la lettre de démission de ses fonctions de censeur remise à la Société, qu'il accepterait sa nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'il n'exercerait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

L'Assemblée Générale remercie Monsieur Jean-Philippe Delsol pour les services rendus à la Société.

Onzième résolution

(Nomination de Monsieur Nicolas Deconinck en qualité de censeur en remplacement de Monsieur Eric La Bonnardière démissionnaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, de la démission de ses fonctions de censeur de Monsieur Eric La Bonnardière sous condition suspensive de sa nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance et de l'adoption de la dixième résolution ci-dessus, **décide** de nommer Monsieur Nicolas Deconinck en qualité de Censeur pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2017, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Monsieur Nicolas Deconinck a fait savoir qu'il accepterait, par avance, sa nomination en qualité de censeur au cas où il serait décidé par la présente Assemblée et qu'il n'exercerait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Douzième résolution

(Ratification du transfert du siège social de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, et de la décision du Conseil de surveillance en date du 18 février 2015, **ratifie** le transfert du siège social du 2 rue de l'Égalité – 92000 Nanterre à la Tour Initiale – 1 Terrasse Bellini – 92919 Paris la Défense et la modification corrélative de l'article 4 des statuts.

Treizième résolution

(Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, **autorise** le Directoire avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter ou faire acheter des actions de la Société en vue :

- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée (et notamment les filiales directes ou indirectes de la Société) au titre de tout plan ne relevant pas des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, et notamment au titre de plans intitulés « Long Term Incentive Plan » ; ou
- de l'annulation des titres ainsi rachetés et non attribués ; ou
- de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Tarkett par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale (ce nombre était de 6.372.269 actions au 31 décembre 2014), étant précisé que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue au premier alinéa correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10% des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être faites à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société et par tous moyens, sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation de mécanismes optionnels ou autres instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré

à gré ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans les conditions du II de l'article L.225-206 du Code de commerce.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution est fixé à un prix égal à 60 euros.

L'Assemblée Générale **délègue** au Directoire, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat maximum susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 15 millions d'euros.

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, affecter ou réaffecter les actions acquises aux objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'options, en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de toute autre autorité compétente et toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Cette autorisation prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société. Elle est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour

Quatorzième résolution

(Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce :

délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social en une ou plusieurs fois dans la proportion et aux époques qu'il appréciera par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres

dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'émission de titres de capital nouveaux ou de majoration du montant nominal des titres de capital existants ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre ne pourra dépasser cinquante millions (50.000.000) d'euros ou équivalent en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies ;

en cas d'usage par le Directoire de la présente délégation de compétence, **délègue** à ce dernier tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :

- fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre de titres de capital nouveaux à émettre et/ou le montant dont le nominal des titres de capital existants sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les titres de capital nouveaux porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal des titres de capital existants portera effet ;
- décider, en cas de distributions de titres de capital gratuits :
 - que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres de capital correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation ;
 - que les actions qui seront attribuées en vertu de cette délégation à raison d'actions anciennes bénéficiant du droit de vote double bénéficieront de ce droit dès leur émission ;
- déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions ou de titres de capital, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- constater la réalisation de chaque augmentation de capital et de procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;

Cette délégation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

Quinzième résolution

(Délégation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, **autorise** le Directoire à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de toute quantité d'actions auto-détenues qu'il décidera dans les limites autorisées par la loi, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et L. 225-213 du même Code.

Le nombre maximum d'actions pouvant être annulées par la Société pendant une période de vingt-quatre mois en vertu de la présente autorisation est de dix pourcent (10%) des actions composant le capital de la Société à quel que moment que ce soit, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

Cette autorisation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de délégation, pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités.

Seizième résolution

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée Générale **confère** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations de la présente Assemblée Générale, à l'effet d'effectuer tous dépôts, formalités et publications requis par la loi.

VII. RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 24 AVRIL 2015

1. Approbation des comptes annuels et consolidés de l'exercice 2014 (1^{ère} et 2^{ème} résolutions)

Dans sa première et deuxième résolution, le Directoire propose à l'Assemblée d'approuver les comptes annuels et les comptes consolidés clos le 31 décembre 2014 desquels il ressort :

- Pour les comptes sociaux, un compte de résultat faisant ressortir un bénéfice net d'un montant de 111 147 117 euros en 2014 contre un montant de 237 535 708 euros en 2013 ;
- Pour les comptes consolidés, un bénéfice net d'un montant de 63 175 000 en 2014 contre un montant de 99 077 000 euros en 2013.

Le détail des comptes et les rapports des commissaires aux comptes correspondants figure aux Chapitres 4 et 5 du document de référence.

2. Affectation du résultat et fixation du montant du dividende (3^{ème} résolution)

La troisième résolution a pour objet de proposer à l'Assemblée :

- (i) l'affectation du résultat,
- (ii) de fixer le dividende à 0,38 euro par action payable en numéraire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

La mise en paiement du dividende interviendrait le 8 juillet 2015.

3. Conventions et engagement réglementés (4^{ème} résolution)

La quatrième résolution soumet à l'Assemblée les engagements ou conventions visées aux articles L. 225-86 et suivantes du Code de commerce intervenus ou s'étant poursuivis au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 tels que présentés dans le rapport spécial des commissaires aux comptes (figurant à la Section 8.5 du document de référence). Le Directoire précise qu'aucune nouvelle convention n'a été conclue. Les conventions mentionnées sont celles conclues lors d'exercices précédents et qui ont perduré pendant l'exercice clos le 31 décembre 2014.

4. Vote consultatif sur les éléments de rémunération due ou attribuée aux membres du Directoire sur l'exercice 2014 (5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} résolutions)

En application de la recommandation de l'article 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef révisé en juin 2013, le Conseil propose de soumettre à l'avis consultatif de l'Assemblée Générale les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014, de Messieurs Michel Giannuzzi, Fabrice Barthélemy et Vincent Lecerf, membres du Directoire de

la Société, et exposés à la Section 2.3 du document de référence.

Le Directoire vous propose d'émettre un vote favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Messieurs Michel Giannuzzi, Fabrice Barthélemy et Vincent Lecerf, membres du Directoire de la Société.

5. Renouvellement des mandats de deux membres du Conseil de surveillance (8^{ème} et 9^{ème} résolutions)

Les mandats de Madame Françoise Leroy et de Monsieur Gérard Buffière arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale du 24 avril 2015.

Le Conseil propose à l'Assemblée, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, de renouveler leur mandat pour une durée de quatre (4) ans.

Françoise Leroy a débuté sa carrière en 1975 au secrétariat général de l'Union industrielle et d'entreprise. Elle a rejoint Elf Aquitaine en 1982, où elle a occupé différents postes au sein de la direction financière. En 1998, elle est devenue directeur de la communication financière, puis en 2001, Directeur des Opérations filiales chimie à la direction financière de Total à la suite du rapprochement avec Elf Aquitaine. Secrétaire générale de la branche Chimie depuis 2004 et membre du Comité directeur de Total depuis 2006, Françoise Leroy est devenue Directeur des Acquisitions-Cessions le 9 janvier 2012, fonction qu'elle a cessé d'occuper en juin 2013. Françoise Leroy est diplômée de l'École Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Reims.

Gérard Buffière est administrateur d'Imerys, membre du Conseil de surveillance du Groupe Wendel et *senior advisor* des fonds Sagard et Ergon Capital Partners. Il dirige par ailleurs les sociétés Société Industrielle du Parc et GyB-Industries dont il est le fondateur. Il a débuté sa carrière en 1969 dans le département fusions/acquisitions du groupe Banexi, avant de rejoindre le groupe Otis Elevator en 1974. En 1979, il est nommé Directeur Général de la Division « Electricity Control » du groupe Schlumberger, puis, en 1989, président de la branche « Transactions Électroniques ». De 1996 à fin 1997, il a exercé les fonctions de Directeur Général de la Branche des Équipements Industriels du groupe Cegelec. En début d'année 1998, il rejoint le groupe Imetal, devenu Imerys, en tant que membre du Directoire en charge des Branches « Matériaux de Construction » et « Minéraux pour Céramiques », puis en 2000 de la Branche « Pigments et Additifs ». En 2002, il devient Président du Directoire d'Imerys, puis est nommé administrateur et Directeur Général lors du changement de gouvernance du groupe en 2005,

fonction qu'il a exercée jusqu'en 2011. Gérard Buffière est diplômé de l'École Polytechnique et d'un Master of Science de l'Université Stanford (États-Unis).

Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, et sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil a estimé, après examen, que Madame Françoise Leroy et Monsieur Gérard Buffière peuvent toujours être qualifiés de membres indépendants du Conseil de surveillance.

6. Nomination d'un nouveau membre du Conseil de surveillance en remplacement d'un membre démissionnaire (10ème résolution)

Lors de sa réunion du 18 février 2015, le Conseil a pris acte de la démission de Monsieur Jean-Philippe Delsol en qualité de membre du Conseil à compter de la prochaine assemblée générale.

Le Conseil propose à l'Assemblée, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, de nommer Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2018, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Monsieur Eric La Bonnardière est actuellement censeur auprès du Conseil de surveillance et démissionnerait de ce mandat en cas d'approbation de sa nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance par l'Assemblée Générale.

Éric La Bonnardière, diplômé de Supélec et de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), a débuté sa carrière en 2006 en tant que consultant dans le cabinet de conseil en stratégie Advancy où il effectue des missions dans l'industrie et la distribution. En 2009, il cofonde la société Evaneos.com dont il est actuellement Président Directeur Général.

7. Nomination d'un censeur en remplacement d'un censeur démissionnaire sous condition suspensive de l'approbation de la 10ème résolution (11ème résolution)

Sur recommandations du Comité des nominations et des rémunérations et du Conseil de surveillance et sous condition suspensive de l'approbation de la nomination de Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil de surveillance, le Directoire propose à l'Assemblée Générale de nommer Monsieur Nicolas Deconinck, en qualité de censeur pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2017, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Nicolas Deconinck, diplômé de Sciences-Po et de l'université Paris Dauphine, a débuté sa carrière en 2003 en tant qu'analyste marketing chez Orange Mobile, puis

est devenu consultant chez Bearing Point. En 2006, il a fondé sa propre société Attractive, devenue So-Active, spécialisée dans les boutiques de vêtements pour femme. Depuis la récente cession de sa société, il développe un projet relatif aux appareils de haute technologie.

8. Ratification du transfert du siège social de la Société (12ème résolution)

Le Conseil de surveillance a, lors de sa réunion du 18 février 2015, décidé le transfert du siège social de la Société du 2 rue de l'Égalité – 92748 Nanterre à la Tour Initiale – 1 Terrasse Bellini – 92919 Paris la Défense et a décidé la modification corrélative de l'article 4 des statuts.

En conséquence, et conformément à l'article 4 des statuts de la Société, le Directoire soumet à l'Assemblée Générale la ratification du transfert du siège social de la Société.

9. Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société (13ème résolution)

Afin que la Société dispose à tout moment de la faculté de racheter ses propres actions, il vous est proposé, d'autoriser le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à acheter ou à faire acheter des actions de la Société, en vue de procéder notamment aux opérations suivantes :

- l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- l'attribution gratuite d'actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée (et notamment les filiales directes ou indirectes de la Société) au titre de tout plan ne relevant pas des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, et notamment au titre de plans intitulés « Long Term Incentive Plan » ; ou
- l'annulation des titres ainsi rachetés et non attribués ; ou
- l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Tarkett par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Ce programme de rachat d'actions serait également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur.

La détention éventuelle d'actions par la société Tarkett est soumise à la réglementation en vigueur.

Les achats, cessions ou transferts pourraient être réalisés à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, hors période d'offre publique, et par tous moyens.

Les achats d'actions de la Société pourraient porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10 % des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale (ce nombre était de 6 372 269 actions au 31 décembre 2014), étant précisé que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue au premier alinéa correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourraient être faites à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société et par tous moyens, sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation de mécanismes optionnels ou autres instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans les conditions du II de l'article L.225-206 du Code de commerce.

Il vous est proposé de fixer le prix maximum d'achat par action à 60 euros.

L'Assemblée Générale délèguerait au Directoire, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat maximum susvisé afin de tenir compte de l'incidence des opérations suivantes sur la valeur de l'action, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourrait être supérieur à 15 millions d'euros.

Cette autorisation priverait d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société.

Cette autorisation serait donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour.

10. Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres (14ème résolution)

Le Directoire propose à l'Assemblée, en application des dispositions de l'article L.225-130 du Code de commerce, de déléguer au Directoire sa compétence aux fins d'augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre ne pourrait dépasser cinquante (50.000.000) millions d'euros.

Cette autorisation serait donnée pour une durée maximum de vingt-six mois à compter de la date de l'Assemblée Générale.

11. Autorisation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions autodétenues (15ème résolution)

Le Directoire propose à l'Assemblée, en application des dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce, de renouveler pour une période de 26 mois l'autorisation donnée au Directoire le 4 novembre 2013 aux fins de réduire, en une ou plusieurs fois, le capital par annulation des actions autodétenues et/ou qu'elle acquerrait dans le cadre du programme de rachat d'actions.

Le nombre maximum d'actions pouvant être annulées par la Société pendant une période de vingt-quatre mois serait de 10% des actions composant le capital de la Société.

Il est rappelé qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, la Société n'a procédé à aucune annulation d'actions.

Cette autorisation serait donnée pour une durée maximum de vingt-six mois à compter de la date de l'Assemblée Générale.

Nous espérons que vous voudrez bien vous prononcer en faveur de l'ensemble des résolutions soumises à votre vote.

Le Directoire

VIII. DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE

Vendredi 24 avril 2015 à 9h30

COM' SQUARE (SALLE MIRO)

7 esplanade du Général de Gaulle
92081 Paris La Défense,

À adresser à :
CACEIS Corporate Trust
Service Assemblées
Générales Centralisées
14 rue Rouget de Lisle
92862 ISSY-LES-
MOULINEAUX Cedex 9

Je soussigné(e) :

Nom :

Prénom usuel :

Domicile :

Propriétaire de actions nominatives

et/ou de actions au porteur.

de la société **TARKETT**.

- reconnais avoir reçu les documents afférents à l'assemblée générale précitée et visés à l'article R.225-81 du Code de commerce ;
- demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'assemblée générale du 24 avril 2015 tels qu'ils sont visés par l'article R.225-83 du Code de commerce.

Fait à, le 2015

Signature

Conformément à l'article R.225-88 alinéa 3 du Code de commerce, les actionnaires titulaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R.225-81 et R.228-83 du Code de commerce, à l'occasion de chacune des assemblées générales ultérieures. Au cas où l'actionnaire désirerait bénéficier de cette faculté, mention devra être portée sur la présente demande.

IX. COMMENT TROUVER LA SALLE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ?

